



Atomisation des fins et radicalisme des moyens : De quelques conflits africains

Roland Marchal

► To cite this version:

Roland Marchal. Atomisation des fins et radicalisme des moyens : De quelques conflits africains. Critique Internationale, 2000, 6, pp.159-175. <10.3406/criti.2000.1385>. <hal-01011206>

HAL Id: hal-01011206

<https://sciencespo.hal.science/hal-01011206v1>

Submitted on 23 Jun 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization



Atomisation des fins et radicalisme des moyens

De quelques conflits africains

par Roland Marchal

Tout a été fait pour faire prévaloir une solution de raison, une solution de paix. Une solution conforme aux droits de l'homme. Tout. Devant l'obstination injustifiable et incompréhensible du président Milosevic, les Alliés unanimes ont estimé qu'il n'y avait plus d'autre choix que d'intervenir militairement contre des objectifs serbes bien ciblés, et ceci afin de contenir une tragédie qui, de proche en proche, menace la stabilité de tous les Balkans¹.

Des gens ont été abattus, rassemblés puis massacrés dans la rue, jetés du haut des bâtiments, brûlés vivants dans leur voiture ou leur maison. Leurs bras ont été découpés à coups de machette, leurs yeux arrachés avec des couteaux, leurs mains écrasées avec des marteaux, leurs corps brûlés avec de l'eau bouillante. Les témoins décrivent l'existence d'unités spéciales connues pour perpétrer des crimes particuliers : il y a un commando pour « brûler les habitations », un pour « couper les mains », un pour « exécuter en série », un pour « tuer sans faire couler le sang », un pour « tuer les gens préalablement déshabillés »².

1. Déclaration du Président de la République Jacques Chirac, 24 mars 1999.

2. Human Rights Watch, « Sierra Leone : Getting away with murder, mutilation and rape », *Human Rights Newsletter*, vol. 11, n° 3, juin 1999.

dans le monde occidental, on fait la guerre pour des motifs de plus en plus abstraits et éthiques, les droits de l'homme, le respect des minorités, le refus de crimes abjects. À ces motivations morales – voire juridiques, lorsque sont inculpés des chefs d'État ou des responsables politiques – sont associées des exigences tout à fait nouvelles quant à la conduite des opérations : on doit faire une guerre propre, sans victimes – au moins de son propre côté. Sans doute l'attitude américaine est-elle la plus manifeste expression de cette évolution qui est aussi guidée par d'autres considérations (technologiques, stratégiques), mais l'ensemble des grandes puissances occidentales s'inscrit de manière croissante dans ce moule. Au moment de la guerre du Vietnam, on pouvait découvrir sur son écran de télévision la guerre et les victimes. Lors du conflit avec l'Irak, on ne voyait qu'une guerre sans victimes. Avec le Kosovo, on ne voyait que les victimes et plus le front³. Ainsi la rationalité de la guerre apparaît socialement fondée et la violence réelle est mise à distance, confinée aux « dommages collatéraux » de missiles « propres ».

À bien des égards, l'Afrique donne à voir une dynamique tout autre. Loin de se conclure avec la fin de la guerre froide, comme ce fut le cas au Mozambique ou en Éthiopie, les conflits ont souvent perduré, comme au Soudan ou en Angola, et d'autres ont éclaté : Liberia, Sierra Leone, Rwanda, Burundi, les deux Congo... Les tentatives de médiation et les opérations internationales pour y mettre un terme ont échoué dans leur très grande majorité. Et les guerres africaines présentent, en ce qui concerne tant la motivation éthique que l'euphémisation de la guerre, une évolution inverse de celle qui se dessine dans les sociétés occidentales, et qui défie notre vision de la rationalité et de l'usage de la violence.

C'est peut-être cette dernière qui frappe le plus, avec des purifications ethniques à répétition, des corps mutilés, des enfants décharnés qui meurent simplement parce que les hommes en armes ont tout pris, des adolescents portant les armes les plus meurtrières. Cette violence extrême apparaît comme une dimension primordiale de la guerre sur le continent africain. Certes, elle est mise en scène, et l'on peut s'interroger sur le voyeurisme des médias qui nous donnent à voir une Afrique des ténèbres ; mais ces représentations reposent sur des réalités indéniables. Cette violence se déploie avec une brutalité infinie, sans commune mesure avec l'enjeu que représentent ses victimes, sans lien avec ses motifs affichés.

Les buts de la guerre, quant à eux, cessent d'être clairs au-delà de la prise de contrôle ou de la conservation d'un État en déshérence. Ils semblent se recomposer à chaque péripétie, au point de donner l'impression que l'enjeu essentiel du conflit est sa continuation : une guerre, en somme, qui se construirait comme un véritable système social assurant sa propre reproduction, indépendamment des ambitions proclamées de ses acteurs. D'où le succès du mot *warlord*, « seigneur de la guerre », qui est appliqué à des situations aussi diverses que le Tchad, le Congo-Brazzaville, le Soudan, la Somalie et maintenant l'est de la République démocratique du Congo

(ex-Zaïre). Dans cette région, l'intervention rwandaise s'est parée dans un premier temps des vertus de la lutte contre les génocidaires ; aujourd'hui, le positionnement des troupes et les actions militaires entreprises donnent à penser que c'est le démembrement du Congo qui est à l'ordre du jour. Ce flou sur les véritables objectifs visés accompagne une multiplication des acteurs armés, qui s'autonomisent comme pour mieux s'affronter, tant du côté gouvernemental que du côté d'une opposition elle aussi frappée de scissiparité, rendant oiseux tout discours politique cohérent.

On peut certes voir, dans cette violence extrême redoublée par la multiplication des groupes armés, une simple conséquence de l'effondrement des États et de la déliquescence de leurs armées. Mais cette explication ne résiste guère aux analyses circonstanciées : c'est l'État rwandais qui organise et légitime, avec le succès que l'on sait, le génocide de 1994⁴ ; et l'encadrement des troupes, leur mise en ordre de bataille sont techniquement fort bien assurés par des mercenaires occidentaux, israéliens, sud-africains ou est-européens. Il faut donc proposer un autre cadre analytique.

À partir de l'évocation de deux conflits contemporains, la guerre en Érythrée et celle qui se mène aujourd'hui au Kivu, on voudrait considérer ici les médiations sociales qui interviennent dans la vie au jour le jour de mouvements armés et qui leur fournissent, au-delà des buts et des idéologies politiques revendiqués par leurs directions, des représentations de la société dans laquelle ils se battent et de la légitimité des moyens violents qu'ils utilisent. Une telle approche permet de mettre l'accent sur plusieurs dimensions souvent peu considérées. D'une part, elle peut éclairer la déconnexion qu'on observe de plus en plus souvent entre les rationalités locales et les buts globaux affichés dans les conflits. D'autre part, elle incite à revisiter la question de la base sociale des mouvements armés, moins pour y retrouver les classifications schématiques d'un certain marxisme que pour identifier le type de marginalité ou d'expérience de l'État qu'ont les acteurs immédiats de la guerre. Elle invite ainsi à s'interroger sur ces « intellectuels organiques » dans les mouvements armés qui, au contact permanent des combattants, vont donner sens à leurs entreprises, à la violence extrême, et aux décalages croissants entre les motivations qui les ont, à un moment donné, incités au basculement dans la guerre et celles qui prennent forme dans son déroulement. En conclusion, on voudrait souligner que, loin d'une vision apocalyptique à la Kaplan⁵, les sociétés ou les groupes qui sont au cœur des conflits les plus meurtriers font rarement le choix de l'anomie et

3. « Croyances en guerre. L'effet Kosovo », *Cahiers de médiologie*, n° 8, 1999.

4. Human Rights Watch et Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, *Aucun témoin ne doit survivre. Le génocide au Rwanda*, Paris, Karthala, 1999.

5. R. Kaplan, « The coming anarchy : How scarcity, crime, overpopulation and disease are rapidly destroying the social fabric of our planet », *Atlantic Monthly*, février 1994, pp. 44-76.

qu'ils essaient, avec des succès divers et le plus souvent extrêmement fragiles, de reconstituer un lien social que la guerre a dissous.

On partira d'une réflexion sur l'analyse proposée par Paul Richards de la guerre en Sierra Leone – devenue le paradigme de la violence absolue –, sur les problèmes que suscite cette analyse et sur des travaux récents, portant sur des conflits très divers, qui nous semblent permettre d'y répondre.

La thèse, déjà très discutée, de Paul Richards⁶ mérite d'être revisitée. Pour lui, à sa création en 1991, le RUF (Front révolutionnaire uni) est un mouvement tout à fait classique de guérilla insurrectionnelle, dont l'événement inaugural est l'effondrement du système éducatif qui laisse sans aucune perspective d'avenir la jeunesse scolarisée. Celle-ci remet alors en cause de façon radicale la légitimité des institutions étatiques au profit d'un égalitarisme qui permettrait d'offrir un nouvel avenir aux cadets sociaux. Le RUF exprime initialement les frustrations de ce groupe, mais la dynamique de la guerre recompose ces refus ou ces valeurs dans un fonctionnement sectaire. Cette évolution est d'ailleurs moins le produit d'un choix ou d'une intention délibérée que le résultat des circonstances liées au déroulement du conflit. Si, dès les premières années, des exactions sont commises contre les civils, la responsabilité en incombe alors pour l'essentiel aux mercenaires libériens venus à la fois entraîner et appuyer une organisation encore faible. Le basculement se produit à la fin de 1993 lorsque, le RUF étant considérablement affaibli et ne trouvant aucune issue politique qui permettrait de sauver la face, ses dirigeants décident de se cacher dans la forêt. C'est à partir de ce moment-là qu'apparaît ce que Richards appelle le syndrome de l'« enclave » ou de la « secte »⁷, qui va développer une forme de violence politique extrême. Comme dans toute secte, confiance et légitimité sont fondées sur des principes égalitaires. Le chef – *primus inter pares* – ne dirige que par l'exhortation et l'exemple. Richards en veut pour preuve le fonctionnement des camps, le soin apporté à la satisfaction des besoins fondamentaux des combattants, le refus des préférences religieuses ou ethniques. Mais une telle organisation crée les bases d'une forme de paranoïa où l'on redoute l'apostasie et la désertion, le monde extérieur étant perçu comme incarnant une menace de « pénétration » et de « contamination ». De plus, à partir de cette période, l'adversaire majeur du RUF n'est plus l'armée gouvernementale, par ailleurs tout aussi prédatrice, mais une milice d'autodéfense formée initialement par la population puis soutenue par le pouvoir central, les *Kamajois* (*Kamajo* au singulier). Les violences paroxystiques (notamment les mutilations) qui se développent entre 1994 et 1996 pourraient alors constituer une forme extrême de réponse « rationaliste » aux pratiques magiques du système traditionnel *kamajo*.

Remarquons en passant que la violence la plus arbitraire, apparemment irrationnelle, voire « exotique », a sa propre logique, ne serait-ce que celle de son apparente irrationalité qui la rend plus difficile à combattre. La Renamo mozambicaine

en a fait un instrument de gouvernement et de cohésion sociale des zones qu'elle contrôlait⁸, au point de finir par susciter des mouvements d'opposition qui utilisaient les mêmes pratiques⁹ pour lui résister. La guerre peut ainsi devenir un miroir où les spécificités initiales des acteurs armés s'effacent peu à peu, pour faire place à une convergence de leurs modes de prédation, de leurs méthodes de coercition, de l'économie qu'ils suscitent.

L'analyse de Richards, certes considérablement schématisée ici, pose plusieurs questions. Deux dimensions nous semblent y manquer. La première, sur laquelle nous reviendrons en conclusion, concerne la culture politique et les raisons du basculement dans la guerre d'une jeunesse confrontée à un système éducatif laissé à l'abandon et à une inégalité croissante du fonctionnement de l'État et de la société : à lire certains passages de Richards, on s'étonne de voir si peu de conflits en Afrique car la Sierra Leone n'est pas le seul pays à connaître pareille situation, le Kenya devrait également être à feu et à sang. On s'étonne aussi de voir la constitution d'un groupe social seulement autour de l'école, sans aucune osmose avec d'autres secteurs de la jeunesse qui, eux, vivent de façon permanente dans les marges. La seconde renvoie aux conditions sociales d'émergence de ces contradictions. On ne peut saisir la violence seulement dans ses manifestations physiques, dans les amputations et les massacres : elle s'inscrit dans un système de croyances et est socialement située. Il semble donc capital de considérer que cet affaiblissement du lien social ne concerne pas que les groupes qui prennent les armes.

C'est pour cette raison qu'il importe de faire intervenir une autre dimension, celle de la manière dont se construisent les schèmes de comportement violent. Des études mettent parfois l'accent sur le dérèglement de la vie de certains groupes sociaux dans leur environnement immédiat – ce que l'on nommera ici la crise de voisinage – et la remise en cause des normes qui permettaient une gestion plus ou moins réussie des contradictions sociales et politiques et de la violence¹⁰. Elles soulignent l'importance de la violence symbolique et des micro-conflits, la montée des illégalismes au sein et en dehors des appareils d'État dans un processus de désinstitutionnalisation des normes sociales ou économiques jusqu'alors acceptées ou

6. P. Richards, *Fighting for the Rain Forest : War, Youth and Resources in Sierra Leone*, Oxford, James Currey, 1996.

7. P. Richards, « Sur la nouvelle violence politique en Afrique : le sectarisme séculier au Sierra Leone », *Politique africaine*, n° 70, juin 1998, pp. 85-104.

8. C. Geffray, *La cause des armes au Mozambique*, Paris, Karthala, 1990.

9. K. Wilson, « Cults of violence and counter-violence in Mozambique », *Journal of Southern African Studies*, vol. 18, n° 3, septembre 1992, pp. 527-582.

10. M. Ferme, « The violence of numbers : Consensus, competition and the negotiation of disputes in Sierra Leone », *Cahiers d'études africaines*, n° 150-152, 1998, pp. 555-580 ; C. Messiant, « Guerre, ordre politique et violences à Luanda », 22 pages, décembre 1998, à paraître ; R. Marchal, « Mogadiscio entre ruines et globalisation », décembre 1999, 19 pages, à paraître ; C. Obbo, « What went wrong in Uganda ? », dans H. Hansen, M. Twaddle, *Uganda now. Between Decay and Development*, Londres, Athens et Nairobi, James Currey, Ohio University Press et Heinemann Kenya, 1988, pp. 205-224.

servant de référence. Cette crise du voisinage n'a pas la même temporalité que le conflit *stricto sensu* : elle s'inscrit dans le temps long, et les groupes qui en sont les protagonistes ne sont pas forcément ceux qui prendront forme dans le passage à la guerre, comme le montre fort clairement Omar Carlier pour l'Algérie¹¹. On peut comparer cette approche à l'analyse de la crise bosniaque par Xavier Bougarel : le *komsiluk*, explique-t-il, est ce voisinage bosniaque qui, par l'entraide quotidienne, l'association aux événements de la vie familiale et aux fêtes religieuses, organisait la coexistence entre membres de communautés différentes façonnées par l'Empire ottoman et perpétuées par la modernisation culturelle et politique de la Bosnie-Herzégovine. Sa thèse est que la destruction du *komsiluk* est indissociable de la territorialisation violente de communautés, qui affirme la primauté des clivages communautaires sur des identités locales partagées¹².

Trajectoires du nationalisme érythréen

Si l'on a choisi ici le conflit érythréen, c'est non seulement parce qu'il bénéficie d'une aura toute particulière, y compris dans les publications universitaires, du fait de sa durée et de son issue, mais aussi parce qu'il se situe dans la période héroïque de la guerre froide, à une époque où les analyses ne s'embarrassaient pas d'une trop grande attention sur les développements internes des organisations armées puisque la guerre s'inscrivait dans les compétitions Est/Ouest. C'est également parce qu'on peut y observer l'involution d'un mouvement de libération dans les années soixante, en une crise qui est à bien des égards comparable à celle qu'on retrouve dans de nombreux conflits africains de notre décennie. Ce premier cas illustre bien l'intérêt de la démarche que nous avons suggérée pour articuler violence et rationalité.

L'Érythrée, colonie italienne depuis 1890, passe sous administration militaire britannique après la défaite italienne dans la Corne en 1941. La question de son statut au sortir de la Seconde Guerre mondiale divise la communauté internationale, tant les options sont ouvertes : retour à la puissance coloniale ou à l'Éthiopie qui était du côté des Alliés et n'a jamais accepté la colonisation d'un territoire qu'elle revendique, partition entre l'Éthiopie et le Soudan, ou mandat international devant conduire à l'indépendance, comme ce sera le cas pour la Somalie. En 1950, après plusieurs années d'intense activité politique en Érythrée, les Nations unies décident la mise en place d'une fédération avec l'Éthiopie qui, dès le début, n'est qu'une annexion rampante. Celle-ci sera officialisée en 1961 : les parlementaires érythréens votent le rattachement à l'Éthiopie alors que les chars éthiopiens entourent le Parlement.

La guerre de libération, qui commence en 1961 pour s'achever trente ans plus tard, s'inscrit à ses débuts dans une matrice de relations sociales très proche de celle des partis nationalistes à la fin des années quarante, notamment une quasi-

déconnexion entre enjeux locaux et libération politique, et entre une élite capable d'exprimer les raisons du conflit et son but nationaliste et des combattants (seulement musulmans au début) dont l'univers, au-delà d'une hostilité antichrétienne, reste inscrit dans le local.

Le principal parti indépendantiste a été créé dès décembre 1946 à Keren : c'est la Ligue musulmane, présidée par le dirigeant de la principale confrérie religieuse de l'ancienne colonie italienne alors sous administration britannique, la Khatmiyya. Il s'oppose au Parti unioniste qui regroupe les partisans d'un rattachement à l'Éthiopie et qui s'appuie sur la population majoritairement chrétienne du Plateau¹³. Nombre de signes habituels du nationalisme se manifestent alors : développement de l'arabe chez les lettrés, naissance de journaux dans cette langue, et surtout multiplication des contacts entre intelligentsia urbaine, dignitaires religieux et leaders tribaux pour se doter d'une expression politique, sans doute à l'instigation des autorités mandataires britanniques, qui soutiennent alors un plan de partition entre l'Éthiopie et le Soudan (plan Bevin-Svorza) et refusent tout à la fois l'indépendance et l'intégration à l'Éthiopie.

Néanmoins, derrière l'unanimité initiale, se profilent plusieurs fractures. Les cadres mobilisateurs de ce mouvement sont pour l'essentiel des cadres de l'ancienne administration coloniale, des commerçants et quelques leaders religieux. Les commerçants surtout, issus pour l'essentiel du Plateau ou de la Côte, jouent un rôle décisif dans la mobilisation mais celle-ci prend très vite une dimension sociale qui, aux yeux de la population de l'Ouest où, démographiquement, les musulmans sont hégémoniques, est fondamentale. Il s'agit notamment d'obtenir la satisfaction d'une revendication que les autorités italiennes avaient refusée au début de la colonisation, la suppression des taxes qu'une partie importante de la population musulmane (les *tigre*, ici un statut social et non un groupe ethnique) devait payer à certains lignages ou chefs (*shumagelle*) qui agissaient également comme intermédiaires avec l'administration¹⁴.

La Ligue musulmane dans ses plus beaux jours est sans doute plus l'organisation de ce vaste mouvement social que l'instrument d'une lutte contre la domination éthiopienne, qui n'a de sens que pour l'élite urbaine ou lettrée. Comme l'écrit le meilleur observateur britannique de cette époque : « En fait, la particularité la

11. O. Carlier, « Guerre civile, violence intime et socialisation culturelle. La violence politique en Algérie », dans J. Hannoyer (dir.), *Guerres civiles. Économies de la violence, dimensions de la civilité*, Paris, Karthala, 1999, pp. 69-104.

12. X. Bougarel, *Bosnie. Anatomie d'un conflit*, Paris, La Découverte, 1996 : essentiellement le chapitre 3.

13. À l'opposé de toute une historiographie qui fait de ce parti celui de l'étranger éthiopien, certains auteurs ont commencé à souligner son rôle dans l'émergence d'une identité érythréenne qui s'opposait radicalement à un retour des Italiens.

14. « La règle est que, si nous devons payer un shilling au gouvernement, nous devons payer à ces chefs de cinq à dix fois cette somme ». Lettre de représentants *tigre* à la Commission des quatre grandes puissances (visitant alors l'Érythrée pour décider de son futur statut), *Rapport de la Commission*, Appendice 18, 1947.

plus surprenante fut sans doute la manière dont la population rurale plaça sa confiance dans l'intelligentsia urbaine et rompit avec les chefs traditionnels et les anciens non instruits qu'elle avait suivis jusqu'alors »¹⁵. De nombreux chefs traditionnels musulmans se retrouvent du reste rapidement dans le Parti unioniste pour défendre leurs privilèges. L'indépendance est donc comprise par la population musulmane rurale comme émancipation vis-à-vis des chefs traditionnels et des *shumagelle* plus que vis-à-vis de l'Éthiopie. Cela ne va pas sans conséquence dans le fonctionnement même de la Ligue musulmane. Selon l'observateur britannique cité plus haut, « l'influence des conseils régionaux sur [sa] politique consistait essentiellement en ce que différents groupes, au sein de ces conseils, l'obligeaient à épouser des querelles locales parfaitement étrangères à ce qui était officiellement son programme »¹⁶. L'occupation de terres et la récupération de pâturages deviennent des batailles politiques souvent décrites sous la forme de clash religieux, ou (ce qui revient au même) assimilées à la juste lutte contre les agents stipendiés de l'Éthiopie. La Ligue assume également le développement d'un véritable banditisme social, lié à la récession économique et à la mauvaise réintégration des Érythréens de l'armée coloniale italienne.

Un autre problème mine ce parti nationaliste dès ses premiers mois d'existence : les divisions au sein des élites musulmanes, notamment entre une élite urbaine de la Côte et des grandes villes du Plateau et les leaders de l'Ouest qui n'ont de considération ni pour des gens qu'ils qualifient souvent de « petits chrétiens » car ils s'expriment en général dans la langue du Plateau, le tigrinya, ni pour ces commerçants de la Côte qui se sentent supérieurs tant leur univers est déjà internationalisé. Cette contradiction, qui ne peut s'expliquer uniquement par des luttes de pouvoir entre individus, conduit finalement à une fragmentation en trois groupes principaux : la Ligue musulmane, la Ligue musulmane indépendante de Massawa et la Ligue musulmane de la région occidentale.

À ces divisions, qui marginalisent les élites porteuses d'un discours indépendantiste ou les font basculer vers d'autres thèses plus ambiguës, vient s'ajouter un autre clivage qui sera fatal aux nationalistes : en 1949, au moment où les alliances les plus larges deviennent nécessaires pour contrecarrer l'activisme unioniste soutenu par l'argent éthiopien et l'Église orthodoxe, les Italo-Érythréens (c'est-à-dire les enfants des couples mixtes, particulièrement nombreux) et les anciens soldats érythréens qui entendaient conserver des liens étroits avec Rome (pour pouvoir toucher leur pension) sont récusés et ostracisés même lorsque leurs aspirations convergent avec celles de la Ligue musulmane. On peut en comprendre les raisons politiques tant la paranoïa est développée contre l'ancien colonisateur ; mais c'est encore une portion de la mince élite urbaine qui se retrouve exclue de la vie du mouvement.

Les nationalistes érythréens et leurs thuriféraires expliquent aujourd'hui ces divisions par les manipulations britanniques, qui ont effectivement existé. Mais on

peut également les référer à l'histoire des relations entre villes et campagnes, des rivalités entre groupes pastoraux ou entre pasteurs et agriculteurs malgré une même religion. L'important ici est de noter que cette décomposition du nationalisme érythréen n'est pas simplement le fruit d'une compétition dans laquelle l'ethnicité et le régionalisme sont avivés : elle manifeste également un éloignement entre des groupes sociaux qui, au lieu de fusionner dans des objectifs communs, se cantonnent chacun dans des tâches spécifiques sans réellement les ordonner dans un projet politique concret. Cette déconnexion entre rationalités locales et rationalité globale est donc le fruit à la fois d'une transaction symbolique et d'une différenciation sociologique de plus en plus marquée dans la composition du mouvement nationaliste.

Ces divisions et ces faiblesses ne sont pas sans conséquences sur le développement de la guerre à partir de 1961¹⁷, même si bien d'autres facteurs – notamment les événements qui se succèdent dans la période de la Fédération à partir de 1952 – sont à prendre en compte¹⁸. Le Front de libération de l'Érythrée hérite largement de ces fractures. D'une part, pendant la plus grande partie des années soixante, sa direction politique réside au Caire et sacrifie au panarabisme alors à la mode, sans guère de contrôle sur les agissements au jour le jour des combattants qu'elle prétend représenter. Plus important, sur le terrain, les alliances qui auraient pu conduire à un mouvement structuré ne sont pas nouées. Une autre organisation, le Mouvement de libération de l'Érythrée, dont le recrutement fait une plus large place aux milieux urbains, est ignorée puis annihilée. C'est un véritable bandit social, Hamid Idriss Awate, déjà actif à la fin des années quarante, qui conduit un mouvement dont les cadres se limitent, pendant les trois premières années, à d'anciens sous-officiers de l'armée soudanaise et dont les combattants tiennent, comme leur dirigeant, plus du bandit social que du guérillero nationaliste.

Les vieux antagonismes fonciers qui avaient déjà resurgi dans les années quarante sont réactivés : l'idéologie des cadres du mouvement est alors fondamentalement l'idéologie spontanée de pasteurs, certes en butte aux humiliations d'une administration hostile mais réglant d'abord leurs comptes avec leurs voisins. Il y a un parallèle entre la retraditionalisation de la Ligue musulmane dans sa crise à la fin des années quarante et l'importance à nouveau accordée aux conflits de terroirs aux dépens d'un but qui est, lui, national. La confusion et les luttes intestines prennent une telle

15. G. Trevaskis, *The Former Italian Colony Eritrea*, Trevaskis' Private Papers, Rhode House, Oxford, p. 55.

16. *Ibid.*, p. 53.

17. S. Shishagne, « The genesis of the differences in the Eritrean separatist movement (1960-1970) », dans T. Beyene (ed.), *Proceedings of the Eighth International Conference of Ethiopian Studies*, Addis-Abeba, Institute of Ethiopian Studies, vol. 2, 1989, pp. 447-468.

18. T. Negash, *Eritrea and Ethiopia : The Federal Experience*, New Brunswick, Transaction Publishers, 1997 ; T. Killion, *Historical Dictionary of Eritrea*, Lanham, Scarecrow Press, 1998.

ampleur que, tout en se battant au nom du nationalisme le plus vibrant, les combattants ne peuvent plus quitter la zone où vit leur groupe ethnique, sous peine d'être éliminés par leurs « camarades ». La situation ressemble alors beaucoup à celle du Sud-Soudan pendant la décennie soixante : des bandes armées vivant sur la population et recevant une aide très limitée de l'extérieur, qui permettent à une élite d'énoncer les causes du conflit et de se poser en représentation politique des combattants.

Le cas érythréen est intéressant, car il montre bien qu'une telle situation n'est pas nécessairement sans issue. En effet, elle va se modifier progressivement grâce à plusieurs facteurs. Le premier est que de nombreux étudiants venus du Caire, d'Addis-Abeba ou de Khartoum entrent dans le mouvement au milieu des années soixante, s'y trouvent rapidement en butte aux pratiques localistes et prédatrices de leurs dirigeants et militent en faveur d'une structuration plus effective et plus en phase avec le nationalisme. L'aide reçue des pays arabes a des effets contradictoires. Il est clair qu'elle permet une exacerbation de la compétition politique, chaque leader dans l'exil essayant de s'attacher des troupes en leur fournissant des armes indépendamment de la situation militaire globale. Mais elle donne également une vision plus cohérente et articulée des raisons de l'entrée en guerre et du projet de libération, grâce aux conseillers militaires qui visitent le front et aux stages de formation menés alors en Syrie et en Chine, qui ont un impact aussi sur les modes d'organisation et de gestion des rapports avec la population civile.

Le Front populaire de libération de l'Érythrée¹⁹ est sans nul doute l'un des résultats de cette mutation sociologique, qui prend un tour encore plus radical avec la révolution éthiopienne en 1974. Ce mouvement absorbe alors des cadres militaires formés par les Israéliens, de nombreux étudiants originaires de la Côte et du Plateau, ce qui les démarque complètement de la sociologie qui était, au début de la décennie, celle du Front de libération de l'Érythrée. Sans entrer dans l'analyse de son projet politique, force est de constater que l'on n'y trouve pas, comme dans le cas sierra-léonais étudié par Richards, un conflit de légitimités entre une conception bureaucratisée de la légitimité sociale et l'égalitarisme qui sied aux marginalisés. Cette organisation développe en effet une véritable contre-société censée préfigurer celle qui régnera après la victoire. L'encadrement social y est remarquable, l'égalitarisme omniprésent même s'il coexiste avec une centralisation qui rendrait nostalgique plus d'un parti communiste. La formation de cadres intermédiaires et la diffusion de valeurs communes quelquefois bien éloignées de celles qui dominent dans la société sont des priorités auxquelles beaucoup est sacrifié²⁰. On peut y voir, au moins initialement, l'alliance des élites contestataires de la Côte et du Plateau. On peut y voir surtout la résonance d'un mode d'organisation plus léniniste avec certains schèmes de la culture abyssine.

Ainsi, dans sa première période, la violence s'inscrit dans une histoire de relations conflictuelles entre groupes qui renvoie souvent à des événements traumatiques

survenus au XIX^e siècle. Les « intellectuels organiques » laissés à eux-mêmes ne sont pas capables de dépasser un certain mode d'organisation, de fonctionnement et de relations aux populations tant est grand leur isolement, pour les raisons historiques et sociologiques décrites plus haut. Le succès du FPLE est d'avoir introduit dans l'encadrement ordinaire et quotidien des formes complexes de contrôle social et de codification de la violence qui tiennent notamment à une plus grande intégration des élites urbaines et à la mobilisation de ressources politiques universalisantes, à sa volonté aussi de se démarquer d'une organisation concurrente.

Les milices *mayi-mayi* au Kivu : le local comme refus du national ?

Le Kivu et l'est de la République démocratique du Congo ont le triste privilège, pour leurs populations, d'être le lieu où tentent de s'ériger de nouveaux rapports de forces à l'échelle du continent africain. À l'inverse d'une lecture post-westphalienne du conflit²¹, on voudrait souligner ici les dynamiques d'involution dont le développement des milices *mayi-mayi* représente un exemple.

Le Kivu est en effet, bien avant la crise rwandaise, une zone de fortes tensions qui s'ancrent pour l'essentiel dans deux séries d'événements que l'histoire la plus récente a subsumées. D'une part, les révoltes qui déchirent le Congo au début des années soixante, notamment la révolte muleliste, rendent une bonne partie de cette région proprement ingouvernable jusqu'à l'avènement de Mobutu à la tête du pays en 1965. D'autre part, le débat sur l'autochtonie ou la nationalité nourrit plusieurs crises, notamment celle, très grave, du printemps 1993 opposant, dans le Nord-Kivu, certains groupes ethniques aux Banyarwandais mais aussi, dans la région d'Uvira au Sud-Kivu, aux Banyamulenge²².

À l'origine, les problèmes auxquels sont confrontées les deux régions sont différents, ainsi d'ailleurs que leurs acteurs. Au Nord-Kivu, surtout dans la région de Massisi, le problème fondamental est foncier. Cette zone connaît une expansion démographique très rapide (triplement, au moins, de la densité dans de nombreux districts au cours des trente dernières années) et la politique foncière de l'État, ainsi que les nouveaux intérêts liés aux grandes fermes d'élevage, y marginalisent les

19. S. Poscia, *Eritrea colonia tradita*, Rome, Edizioni Associate, 1989.

20. R. Marchal, C. Messiant, *Les chemins de la guerre et de la paix*, Paris, Karthala, 1997 : chapitre IV.

21. J.-F. Bayart, « La guerre en Afrique : dépérissement ou formation de l'État ? », *Esprit*, n° 247, 1998, pp. 55-73 ; J.-F. Bayart, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale* n° 5, automne 1999, pp. 97-120.

22. Les Banyarwandais sont une communauté majoritairement hutu issue de transferts de population opérés par les deux administrations belges du Congo et du Ruanda-Urundi dans les années trente à cinquante, et qui s'est agrandie dans les décennies suivantes par suite des crises successives au Rwanda. Les Banyamulenge, habitants de la colline de Mulenge, sont une implantation tutsi qui remonte au XVIII^e siècle et qui ne s'est accrue que dans la dernière période avec les crises du Burundi. Voir J.-C. Willame, « Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu », *Cahiers africains*, n° 25, 1997.

structures traditionnelles de gestion de la terre. Les chefs traditionnels, par cupidité ou par incapacité, ne régulent plus comme dans le passé les acquisitions de terres par l'élite commerciale et administrative, les Banyarwandais en retirant les plus grands bénéfices, qu'ils soient installés depuis longtemps ou nouveaux venus²³. Le débat sur l'autochtonie, ouvert avec la loi de 1971 sur la nationalité puis surtout la loi foncière de 1973 promulguée en pleine « zaïrianisation », a été l'un des vecteurs de cette transformation. Comme dans d'autres pays africains²⁴, les pratiques spoliatrices ont su jouer de la corruption des cadres administratifs, de l'ignorance des paysans, du clientélisme des chefs traditionnels. Surtout, cette commercialisation de la terre est en complète contradiction avec les relations sociales qui lient les paysans à leurs autorités coutumières. Enfin, les nouveaux propriétaires n'hésitent pas à rechercher une main-d'œuvre du côté rwandais plutôt que d'embaucher localement les jeunes sans emploi issus de différents groupes ethniques zaïrois²⁵.

Au Sud-Kivu, la situation est radicalement différente. Il n'y a pas de pression foncière, les densités de population sont faibles. Si la question des Banyamulenge surgit, c'est dans un contexte où cette communauté doit justifier – ou ne pas perdre – ses droits, et surtout ses avantages, liés à la reconnaissance de la citoyenneté zaïroise après l'échec des rébellions mulelistes. En effet, entre 1963 et 1965, ils prennent fait et cause pour le gouvernement central uniquement pour des raisons d'autodéfense : des combattants mulelistes choisissent leur région comme base stratégique. Ce positionnement crée une hostilité avec les populations qui vivent alentour et qui ont fait un choix contraire. Leur mode de vie pastoral, leur endogamie n'améliorent pas leur perception par des agriculteurs qui subissent souvent des dommages liés au non-respect des zones de pâture, et à qui ils cessent progressivement de payer les droits traditionnels de pacage. Ce sont également des rivalités commerciales (notamment sur le trafic de l'or, libéralisé à partir de 1982) qui provoquent des tensions puisque nombre de Rwandais ou de Burundais, souvent récemment installés, s'appuient sur cette communauté pour concurrencer les autres groupes commerçants autochtones.

Ces tensions agraires ou commerciales prennent forme parallèlement aux débats qui secouent la classe politique du Zaïre bien avant la fin du monopartisme et la tenue de la Conférence nationale souveraine (1990). Notamment, les luttes politiques et sociales pour obtenir le contrôle des administrations régionales et locales s'exacerbent, ce qui a un impact destructeur sur le climat social dans la région, puisque la mobilisation ethnique des groupes autochtones bat son plein en vue de marginaliser les groupes présentés comme allogènes.

Des miliciens *mayi-mayi* se sont déjà illustrés dans les rébellions des années 1963-1965 mais leur histoire renvoie sans doute à des oppositions dans les années trente, lorsque les premiers Banyarwandais furent installés, par un accord des administrations coloniales, au Nord-Kivu. Ce terme ne recouvre plus, depuis le début des années

quatre-vingt-dix, un groupe tribal mais des bandes de jeunes ruraux issus des groupes (Batembo, Bahunde, Bashi, Barega, Banyanga initialement) marginalisés par les transformations foncières des années soixante-dix. Leur nom provient d'une pratique de sorcellerie qui leur donnerait l'invulnérabilité en transformant en eau (*mayi*) les balles dirigées contre eux, une croyance qu'on retrouve ailleurs en Afrique de l'Est²⁶. Les *mayi-mayi*, dès 1993, s'attaquent aux forces armées zaïroises qui multiplient les exactions et aux « étrangers » (les Banyarwandais) qui « se sont emparés de leurs terres et pillent le pays au profit des États voisins ».

Fer de lance de l'opposition aux Banyarwandais avant 1994, ils se retrouvent dans une situation extrêmement difficile après l'exode que produit le génocide au Rwanda voisin en 1994, puisque le Kivu est submergé par l'afflux de réfugiés et que les ex-FAR (Forces armées rwandaises) et autres milices extrémistes hutu y font régner leur ordre. Leurs activités guerrières se poursuivent néanmoins mais la polarisation des Banyarwandais, où la composante hutu est désormais ultra-majoritaire, les incite à faire alliance en 1996 avec les forces de Laurent-Désiré Kabila et ses alliés rwandais, ougandais et angolais. La lune de miel ne dure que quelques mois ; très vite, ces *kadogo* (nom des jeunes recrutés alors) un peu particuliers du Kivu quittent l'Alliance des forces démocratiques de libération et retournent dans leur région d'origine, pleins d'amertume sur leur aventure.

Les motifs d'un tel revirement sont des plus rationnels. La progression de Kabila dans le Kivu n'est pas seulement tragique pour les réfugiés hutu. Les dommages « collatéraux » sont extrêmement importants pour la population locale, les diverses armées pillant sans grande retenue et massacrant tous ceux qui sont soupçonnés d'aider d'une manière ou d'une autre les Hutu. De plus, les postes de l'administration locale sont attribués aux Banyamulenge, qui perdent ainsi aux yeux des *mayi-mayi* leur qualité d'alliés (provisoirement acquise contre les Hutu) pour redevenir des adversaires « étrangers ». Enfin, Kabila lui-même ne fait aucune démarche particulière vers ces troupes de la première heure, tant il est pressé d'accaparer les prébendes du pouvoir à Kinshasa. Exit la construction d'une armée nationale, remplacée par une coexistence houleuse entre Katangais et Tutsi. Exit également une démobilisation ordonnée qui aurait pu offrir un statut de remplacement à ces jeunes démunis.

La tension qui règne entre alliés de Kabila n'est pas sans conséquence sur un climat politique déjà passablement délétère. À la violence des *mayi-mayi* répond celle

23. Le président Habyarimana possédait ainsi une ferme de quelque 20 000 ha à proximité de Walikale.

24. C. Besteman, « Individualisation and the assault on customary land tenure in Africa », *Africa* (Londres), vol. 64, n° 4, pp. 484-515.

25. P. Mathieu, A. Mafikiri Tsonga, « Guerres paysannes au Nord-Kivu (République démocratique du Congo), 1937-1994 », *Cahiers d'études africaines*, n° 150-152, 1998, pp. 385-416.

26. H. Behrend, *La guerre des esprits en Ouganda 1985-1996*, Paris, L'Harmattan, 1997.

des armées « libératrices », qui ne fait que croître. L'armée rwandaise massacre également des populations soupçonnées de soutenir ses opposants, provoquant l'émergence de nouveaux groupes dans des zones jusqu'alors épargnées, comme chez les Nandé, dans l'extrême nord du Kivu.

À l'automne 1998, la situation est proprement chaotique. D'une part, les groupes *mayi-mayi* ne relèvent pas d'un commandement unifié. Leur fragmentation continue à les empêcher de jouer un rôle décisif contre les Tutsi et leurs alliés. Rien que dans le Sud-Kivu, six milices *mayi-mayi* coexisteraient. Des opposants plus organisés, comme les ex-FAR ou les milices extrémistes hutu Interahamwe, voire la composante hutu radicale burundaise, tentent de structurer ou de coordonner l'action de ces groupes, sans autre effet que l'amélioration de leur armement. Plusieurs organisations politiques congolaises, rassemblant souvent d'anciennes figures politiques locales ou des administrateurs mis au chômage, essayent sans plus de succès de les récupérer. Mais ces diverses tentatives marquent le pas.

Les raisons d'un tel échec²⁷ procèdent de la nature même de ces groupes armés. D'abord, au-delà d'une hostilité commune contre les Tutsi, les objectifs de ces groupes sont plus que jamais divers et changeants. Ici, ils réagissent à l'humiliation des autorités traditionnelles par des soldats rwandais, là ils interviennent dans un conflit foncier pourtant ancien, ailleurs ils coupent une route pour damer le pion à certains commerçants, peut-être à l'instigation de rivaux. Ils doivent donc plutôt être analysés comme une résurgence d'un banditisme social²⁸ dont la solution ne pourra être militaire. Ensuite, ces milices sont pour l'essentiel issues des campagnes et ont souvent été formées à l'instigation d'autorités traditionnelles désireuses de prendre leur revanche sur les « étrangers » mais aussi sur les cadres administratifs et politiques de la période précédente qui les ont humiliées et instrumentalisées. Les miliciens entretiennent le plus souvent un rapport d'une grande méfiance avec les populations urbaines qu'ils soupçonnent de pactiser soit avec Kabila, soit avec les « envahisseurs ». Ils tiennent en piètre considération une opposition urbaine dont la versatilité est célèbre et qui d'ailleurs n'a guère de respect pour ces jeunes ruraux marginalisés par l'évolution économique. Ils considèrent que leurs pratiques magiques leur octroient pratiquement l'invulnérabilité, rendant inutile tout élargissement de leur soutien, et continuent à se penser comme le seul véritable rempart contre l'agression « extérieure ». Enfin, de manière croissante, chacune de ces milices s'appuie sur un groupe ethnique où elle recrute ses combattants et ses cadres, les « docteurs » chargés de préparer les potions magiques et de guider les attaques.

À bien des égards, ces groupes mobilisent les mêmes ressorts que les milices *kamoja* de la Sierra Leone. Comme elles, ils font de la propriété du sol et du contrôle foncier un élément essentiel. Comme elles, ils se structurent autour des « docteurs » et des autorités traditionnelles qui n'ont aujourd'hui comme conceptions politiques

que leur idéologie spontanée et le refus de leur marginalisation. Comme elles, ils sont devenus l'objet d'une cour assidue de l'État pour les instrumentaliser dans la guerre.

Il est certes difficile, faute de recul historique, de prévoir la trajectoire d'un tel mouvement. D'une part, l'univers dans lequel les *mayi-mayi* se déploient reste profondément local, attaché à un terroir spécifique, et les « docteurs », véritables cadres du mouvement, restent fondamentalement prisonniers de cette matrice localiste. Toute alliance est également rendue difficile du fait qu'elle impliquerait de reconnaître leur faiblesse relative, c'est-à-dire de minimiser la puissance des pouvoirs magiques dont ils sont investis et d'écorner le pouvoir des « docteurs ». D'autre part, la guerre a sa propre dynamique et pourrait créer les conditions d'une évolution. Par exemple, les Nandé ont une véritable base économique puisqu'ils contrôlent, même après la victoire de Kabila, l'essentiel du commerce informel avec l'Ouganda. Leur milice *mayi-mayi* pourrait donc, à terme, se comporter différemment de celles de groupes marginalisés, le plus souvent repliés dans les forêts, s'appuyant pour l'essentiel sur les faibles ressources de leurs communautés d'origine. De même, l'exacerbation du sentiment anti-tutsi pourrait donner un sens à une alliance entre différents groupes *mayi-mayi* qui, dans les rares cas où elle semble exister, est très rudimentaire (faute également de moyens logistiques) et, surtout, avec d'autres groupes autrement plus structurés comme les ex-FAR ou les milices extrémistes hutu du Rwanda et du Burundi.

On comprend à lire ce qui précède qu'on est bien loin de la vision d'un Clausewitz, pour qui « personne ne commence une guerre, ou plutôt personne de sensé ne devrait le faire, sans avoir auparavant une vision claire de ce qu'il essaie d'obtenir grâce à elle et comment il compte la mener ». Pourtant, ces acteurs sont loin d'être « insensés ». Ils répondent dans un idiome violent à une situation qu'ils perçoivent comme intolérable.

En insistant, aux dépens d'autres dimensions, sur l'importance que revêtent certaines formes d'organisation ou de composition sociale de ces mouvements armés, on a voulu souligner le rôle que joue en leur sein une strate particulière qui, à bien des égards, pourrait être comparée aux lumpen intellectuels islamistes, tels que les décrit Gilles Kepel²⁹, à la fois comme expression d'une crise et comme pourvoyeurs de sens. Si ces conflits se développent de façon apparemment surprenante

27. M. Verloc, R. Banégas, « Le Kivu, "zone-tampon" incontrôlable ? », *Bulletin du Centre d'analyse et de prévision* (ministère des Affaires étrangères), n° 72, printemps-été 1999, pp. 189-210 ; W. Barnes, « Kivu : l'enlèvement dans la violence », *Politique africaine*, n° 73, mars 1999, pp. 123-136.

28. D. Crummey (ed.), *Banditry, Rebellion, and Social Protest in Africa*, Londres, James Currey, Heinemann, 1987.

29. G. Kepel, *Le prophète et Pharaon*, Paris, La Découverte, 1984 (nouvelle édition, Paris, Le Seuil, 1993).

ou irrationnelle, c'est sans doute dû aux caractéristiques nouvelles de ce type de médiation qui existe au sein des organisations combattantes.

On a utilisé le terme de retraditionalisation mais ce terme ne doit pas faire illusion. Paul Richards montre bien comment l'idiome de la violence des combattants du RUF s'inscrit dans un double répertoire, celui d'une histoire et d'une culture régionales (rites d'initiation, tabou du cannibalisme par exemple) et d'une culture globale, grâce notamment au cosmopolitisme hérité de la traite et à une certaine production filmographique, qui met le sens de la survie en parallèle avec la modernité la plus violente. D'autres exemples, comme ces mêmes *mayi-mayi* qui rêvent de conquérir l'Afrique pour y goûter les délices de l'opulence, ou les *mooryaan* du Sud de la Somalie³⁰, confirment qu'il ne s'agit nullement d'un retour au passé mais d'une plongée aveugle dans une modernité rêvée.

Il s'agit donc de porter une attention toute particulière au cheminement antérieur de ces groupes ou de cette strate. Une série d'articles consacrés au conflit sierraléonais³¹ souligne ainsi les jonctions qui préexistent au déclenchement de la guerre. Les liens culturels entre étudiants et jeunes marginaux ont leurs racines dans les sociétés d'« odelay » (de mascarade) et dans les « potes » (rendez-vous populaires de la jeunesse rebelle). Ces liens se construisent dans un contexte particulier, celui de la raréfaction des opportunités pour les jeunes scolarisés, de l'effondrement des institutions publiques, de la montée d'une culture politique intolérante qui a poussé ces subalternes à adopter une attitude résolument conflictuelle. Ce sont le mode particulier d'accumulation de richesses, l'abolition des formes civiques de lutte politique, la déstabilisation active des campagnes et l'usage délibéré de la violence publique qui jouent alors un rôle déterminant dans la formation d'une culture politique violente spécifique de ces « intellectuels déclassés ». C'est à partir de cette histoire qu'il convient d'analyser la trajectoire du RUF, son incapacité à articuler un discours politique précis et son basculement dans la violence extrême comme substitut à un soutien populaire qui lui a pratiquement toujours fait défaut.

Cet ancrage obligé dans certains terroirs est à la fois un produit et une cause du débat extrêmement malsain qui se développe dans de nombreuses sociétés en guerre (mais hélas aussi ailleurs) sur l'autochtonie et l'allochtonie. La primordialisation des identités se construit par traumatismes successifs et fait de la citoyenneté un enjeu pour l'avenir. Par exemple, jusqu'à la guerre actuelle au Sud-Soudan, on ne naissait pas Nuer, on le devenait grâce à son comportement, à son adhésion à une éthique, à sa maîtrise de la langue et à son amour des vaches. Les femmes étaient encore moins attachées à cette identité puisque le mariage était exogamique, patrilinéaire et patrilocal. Aujourd'hui, ces règles sont considérablement affaiblies au profit d'une conception plus primordiale que justifient les rivalités avec les Dinka voisins.

Mais ce repli apparent sur le local, s'il n'a rien d'inéluctable comme on espère l'avoir montré dans le cas érythréen, ne signifie pas non plus la répétition

ad nauseam d'épisodes violents. En effet, il serait erroné d'en faire *a priori* une catalyse de l'anomie au niveau des terroirs. Peut-être même est-il plus judicieux d'en faire la base véritable d'une sortie de la guerre. On a ainsi peu parlé des tentatives répétées, pas toujours infructueuses, des organisations de la société civile du Kivu pour calmer les contradictions violentes et retrouver un *modus vivendi* dans lequel les jeunes combattants pourraient se retrouver. Le Kivu a été l'une des régions du Zaïre où les organisations de la société civile ont été les plus fortes, les plus conséquentes aussi dans leur travail. Le conflit identitaire les a profondément divisées et affaiblies mais elles ont tenté après l'été 1993, en 1994, en 1996, puis en 1997 de renouer les fils du dialogue. On pourrait également évoquer les discussions actuelles entre chefs nuer et dinka dans une zone que la guerre contre le gouvernement de Khartoum, puis la guerre intestine ont dévastée³². Ceux-ci, au terme d'années de destructions qui ont mis à mal les principes de base de leurs sociétés, essaient depuis 1998 de trouver un apaisement. On pourrait également se référer à l'exemple somalien³³ où, dans certaines régions, les autorités locales et les fragiles expressions d'une société civile pourtant embryonnaire tentent, sans attendre la formation d'un hypothétique pouvoir régional ou central, de réguler la violence et de reconstruire une civilité.

30. R. Marchal, « Formes de la violence dans un espace urbain en guerre : les *mooryaan* de Mogadiscio », *Cahiers d'études africaines*, n° 130, 1993, pp. 295-320.

31. « Lumpen culture and political violence : The Sierra Leone civil war », *Afrique et Développement*, vol. XXII, n° 3/4, 1997. Notamment les articles d'Ishmail Rashid, d'Ibrahim Abdallah et de Yusuf Bangura.

32. S. Hutchinson, *Sacrificing Childhood. The Impact of Sudan's Unresolved Civil War on the Lives of Nuer and Dinka Women and Children*, Save the Children Denmark et Channel Research Ltd, avril 1999.

33. R. Marchal, *Governance in Lower Shabeelle (Somalia)*, Nairobi, UNDOS, novembre 1997.